

Pour une FRANCE et une EUROPE actives pour la promotion de tous les droits humains et la lutte contre les discriminations et les exclusions

Situation

Nous constatons des formes et un nombre important de discriminations: racisme, homophobie, sexisme, xénophobie... Leur point commun : la peur des autres et la mise en concurrence des Hommes contre les Hommes et des États contre les États.

Les tendances, hélas très répandues, à se méfier de celui ou celle qui est perçue comme différent(e), sont exacerbées par la pauvreté, la misère et « l'impression » que ce serait l'autre qui vous prendrait ce dont vous avez besoin.

Nous dénonçons les violences faites aux femmes.

Les guerres et les violences viennent en particulier du non-respect des droits humains qui engendrent des inégalités et des injustices au niveau des individus, des groupes, des États.

Certaines industries notamment l'industrie nucléaire portent atteinte au génome humain.

La non satisfaction des besoins humains engendre des humiliations, des frustrations qui font le terreau sur lequel se développent les idéologies racistes, discriminatoires, de violence et d'exclusion et favorise la montée des extrémismes.

Cette situation fragilise les individus et les sociétés ; elle conduit à la perte de repères, favorise l'individualisme, empêche la possibilité d'envisager un monde du « vivre ensemble solidaire » soucieux du devenir de la Planète et de l'épanouissement des futures générations.

Propositions

La satisfaction des besoins humains actuels et futurs est la base fondamentale pour un monde de paix et le droit à la paix est une exigence à défendre.

Le Maire d'Hiroshima, lors de la révision du TNP en mai 2005 à New York, devant les Maires et les élus, disait « Au-delà de l'élimination des armes nucléaires qui est notre objectif à court terme, je rêve que chacun puisse se lever le matin en sachant qu'il a un travail, qu'il peut se soigner... ».

Donner à chacun la possibilité d'affirmer ce qu'il est, ce qu'il représente, ce à quoi il aspire, est fondamental et ainsi assurer la liberté de conscience dans le strict respect des règles de la laïcité.

Nous exigeons l'application de la loi du 5 juillet 2010 concernant les violences faites aux femmes.

Il nous faut garantir la sécurité des personnes et des biens en s'attaquant aux causes de l'insécurité : inégalités, chômage, discriminations, pauvreté, violences, en particulier les violences faites aux femmes et aux plus faibles.

Pour ce faire, des mesures doivent être prises pour assurer, pour tous et toutes, la satisfaction des droits au travail, au logement, à l'éducation, à la santé, à la citoyenneté, du droit de vivre librement et non sous la contrainte.

Cette satisfaction des besoins humains permettra de voir l'Autre comme partenaire de la communauté humaine et non comme Ennemi. Elle obligera les États à avoir des politiques de partenariat et non la mise en œuvre de politiques de domination économique, financière, militaire, culturelle.

Il nous faut lutter contre toute atteinte à la liberté d'expression et la mainmise de l'État et des puissances financières sur les médias.

Il faut aussi assurer le respect des droits des immigrés, des travailleurs immigrés retraités, de ceux qui sont des anciens combattants (droit à la perception de leur retraite sans obligation de résidence), la régularisation des « sans-papiers », le droit de vivre en famille, la simplification de l'accès à l'emploi et à la nationalité française.

Il faut assurer le respect du droit à la libre circulation des femmes et des hommes avec la suppression des visas pour tous.

Ainsi, pourra émerger une conscience citoyenne de solidarité internationale pour aider les échanges entre les peuples, et en particulier entre les jeunes.